

## La promotion de la francophonie en Moldavie par la coopération décentralisée (franco-moldave)

Olga ȚURCAN

Université de Strasbourg, France

Dans la Résolution sur la langue française, les Chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage, réunis à Québec du 17 au 19 octobre 2008, ont réaffirmé leur intérêt à développer la coopération décentralisée comme « vecteur de promotion et de rayonnement de la langue française »<sup>1</sup>.

Comme le note Dominique Wolton, dans son livre *Demain la francophonie, pour progresser*, « la francophonie doit s'appuyer sur trois cercles : institutions, société civile, militantisme. (...) La coopération décentralisée constitue un véritable pont entre les institutions et la société civile ».

A partir de ces remarques, il est à mentionner, a priori, que, pour progresser, la francophonie devrait s'appuyer sur la coopération décentralisée qui devient un outil pour sa promotion.

Le sujet abordé ici se trouve à l'intersection de plusieurs champs à (re)définir : comment faut-il comprendre « francophonie », qu'est-ce ici que « la coopération décentralisée », qu'entend-on par « promotion de la francophonie ».

Le terme de francophonie, à l'apparence claire et simple, entretient une certaine ambiguïté, parce qu'il recouvre des réalités multiples. Cette forme de polysémie ressort des discours des acteurs institutionnels de la francophonie qui créent une confusion par le glissement d'un sens à l'autre, du sens linguistique et culturel au sens politique de la francophonie.

Le choix d'une approche empirique (Turcan, 2007 : 17), surtout une approche par le discours sur la francophonie, à partir d'implications sur le terrain, au sein de plusieurs institutions moldaves - établissements scolaires, universités, centres de langues, associations - permet de constater que les actions de la francophonie concernent directement la langue française, ses locuteurs et ses sympathisants sans ignorer les répercussions qu'elles pourraient avoir en lien avec la culture et la politique.

Néanmoins, il y a une ouverture aux autres sens, notamment au sens politique de la francophonie en Moldavie, déterminée par la volonté politique, la prise de conscience par les acteurs moldaves du rôle de la francophonie dans le processus de rapprochement du pays de la communauté européenne. En effet, le discours du Président du Parlement de la République de Moldavie prouve cette volonté des acteurs politiques : « A présent, à travers ses aspirations d'intégration dans l'Europe unie, je pourrais dire que notre pays souhaite joindre l'Europe où le rôle de la Francophonie est majeur. »<sup>2</sup>

1 Résolution sur la langue française,  
[http://www.francophoniequebec2008.qc.ca/fr/pdf/resolutions\\_quebec.pdf](http://www.francophoniequebec2008.qc.ca/fr/pdf/resolutions_quebec.pdf)

2 Allocution d'ouverture du forum France - Moldavie, « La Francophonie est la voie européenne de la

Les sens du terme « **francophonie** » retenus ci-dessus – linguistique, culturel, politique – déterminent la compréhension des phénomènes qui l’accompagnent : la promotion de la francophonie, la coopération décentralisée.

Nous allons poursuivre notre réflexion autour de la promotion de la francophonie en Moldavie, notamment en nous arrêtant sur le sens de ce syntagme, les directions vers lesquelles cette promotion est orientée et son lien avec la coopération décentralisée.

### 1. Quelques réflexions sur la promotion de la francophonie en Moldavie

Du point de vue de la politique linguistique, par *promotion de la francophonie* nous entendons une série d’actions en faveur de la langue française, un ensemble de mesures pour la diffusion du français, l’encouragement de son usage dans tous les domaines. C’est une palette de mesures pour la mise en valeur de la langue française et aussi le **rayonnement**, le renforcement de l’usage du français. Ce sont des actions de promotion dans le cadre des politiques linguistiques ou des politiques éducatives et des politiques culturelles proprement dites. C’est aussi une sorte de « publicité » faite à la langue française et à ses valeurs « porteuses », car le français est la langue du développement dans de nombreux pays francophones : **langue des apprentissages** fondamentaux, moyen de **communication international**, moyen aussi d’accéder aux enceintes internationales. Son développement contribue à la **diversité linguistique et culturelle**, qui est l’une des grandes causes défendues par la France sur la scène internationale.

Comme il est indiqué dans le Cadre stratégique décennal de la Francophonie<sup>3</sup>, le volet politique de la promotion de la francophonie concerne le développement de la coopération au service du développement durable et de la solidarité, la promotion de la paix, de la démocratie et des droits de l’homme.

Toutes les actions de promotion de la francophonie en Moldavie sont mises en place par les **acteurs de la francophonie**<sup>4</sup>, différenciés en deux catégories, selon des critères empruntés au champ juridique : **les acteurs moldaves**, comme le Ministère de l’Éducation et de la Jeunesse de Moldavie, les institutions d’enseignement, les institutions culturelles, les associations moldaves, les collectivités locales moldaves ; **les acteurs non-moldaves**, comme le Service de Coopération et d’Action culturelle de l’Ambassade de France en Moldavie, l’Alliance Française de Moldavie, l’antenne de Moldavie du Bureau de l’Europe Centrale et Orientale de l’AUF, etc. (Turcan, 2007 : 20).

Dans le cadre général, où il s’agit de différents acteurs et décideurs, de différents intérêts et enjeux, la promotion de la francophonie devient polymorphe et plurielle.

On peut distinguer ainsi **trois directions de promotion de la francophonie en Moldavie** :

---

Moldavie », organisé sous l’impulsion du Président du Parlement, Marian Lupu, le 7 juillet 2007, Chisinau  
3 [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Cadre\\_strategique\\_decennal\\_de\\_la\\_Francophonie\\_2004-2014\\_.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Cadre_strategique_decennal_de_la_Francophonie_2004-2014_.pdf)

4 Nous entendons par « acteur de la francophonie » toute institution, organisation, personne qui entreprend une série d’actions en faveur de la francophonie en Moldavie

1. Promotion intrinsèque du français langue étrangère déterminée par les raisons historiques, bien expliquées par Xavier Deniau dans son ouvrage dédié à la francophonie (1998 : 47-48) et par Ion Gutu (2006 : 36-40) : la diffusion du français s'est produite en plusieurs étapes sur le territoire de l'actuel état moldave, à partir du XVII<sup>ème</sup> siècle, avec les phanariotes, les intellectuels russes et les écrivains roumains. A présent, l'enseignement porte toujours un grand intérêt envers la langue française grâce à la parenté avec le roumain.

2. Promotion du français à travers le « contre-discours » ou le discours de promotion du français par opposition à celui en faveur de l'anglais. Il y a une limite floue entre la promotion intrinsèque du français et la promotion du français « contre » l'anglais dans l'enseignement des langues étrangères en Moldavie.

« On peut découvrir que le français maintient encore dans la République sa première position, surtout dans les villages, en dépit de **l'invasion de l'anglais**<sup>5</sup> qui **domine** les villes ». (Ion Gutu, 2007 : 75)

« La question se pose de **résister aux coups de force de l'anglais** qui gagne du terrain, de faire l'impossible pour élargir les aires du français et d'améliorer ou au moins maintenir sa position et son visage en Moldova. **La bataille pour la francophonie** pour avoir des résultats concrets reste d'actualité. (...) Nous n'y parviendrons pas seuls, sans une présence plus sensible, plus forte de la France en Moldova, sans une collaboration plus étroite avec la communauté francophone, sans **des actions communes plus combattives** (...) ». (Eugenia Brinza, 2004 : 55)

Ce contre-discours est devenu assez courant en tant que véhicule d'un défi porté à l'hégémonie américaine sur le plan politique, mais aussi sur le plan culturel et linguistique.

En effet, l'analyse des discours<sup>6</sup> sur la promotion de la langue française diffusés par les acteurs moldaves nous amène à dire que ces discours seraient d'autant plus efficaces s'ils valorisaient le plurilinguisme, la valeur utilitaire ou fonctionnelle des langues étrangères enseignées et apprises sur le territoire de la Moldavie.

Or, comme l'affirme Bernard Cerquiglini<sup>7</sup>, recteur de l'AUF (depuis décembre 2007), dans son article *Francopolyphonie du Tout-Monde : Penser la francophonie avec Édouard Glissant*, « si la francophonie entend porter dans le monde les couleurs de la diversité, on attend qu'elle l'illustre elle-même. Selon un paradoxe tout apparent, elle n'a d'avenir que par l'ouverture aux autres langues ; elle doit se faire francopolyphonie ».

3. Promotion de la francophonie comme voie d'« européanisation » pour la Moldavie qui renvoie à l'idée que la francophonie peut être mise au service des réformes politiques et économiques que doit faire la Moldavie pour s'intégrer à l'UE.

S'agissant de la Francophonie, la Moldavie, en tant que membre<sup>8</sup> de l'OIF, jouit du soutien de cette organisation dans ses efforts pour préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale, ainsi que dans la « détermination de ses autorités à résoudre par

5 C'est nous qui soulignons

6 Discours qui contiennent des mots comme *bataille*, *combat*, *lutte* pour le français

7 <http://www.mondesfrancophones.com/espaces/Creolisations/articles/francopolyphonie>

8 Adhésion en février 1996, selon l'article publié sur le site de l'Ambassade de France en Moldavie [http://www.ambafrance.md/article.php3?id\\_article=672](http://www.ambafrance.md/article.php3?id_article=672) (consulté le 25 octobre 2008)

des moyens politiques le conflit transnistrien »<sup>9</sup>. Cela renforce le rôle de la Francophonie dans le processus de rapprochement de la Moldavie avec l'UE dans la mesure où le conflit transnistrien reste un obstacle beaucoup trop important à l'adhésion à l'UE.

Dans les faits, ces trois directions, relevant des volets linguistique, culturel et politique de la francophonie, se croisent souvent, se superposent parfois, s'influencent réciproquement.

Par la suite, le questionnement esquissé autour des outils, des méthodes et des raisons de promotion de la francophonie en Moldavie nous a amenée à focaliser l'étude sur le lien entre la promotion de la francophonie et la coopération décentralisée.

## **2. Coopération décentralisée (franco-moldave) : enjeux et opportunités**

La coopération décentralisée peut être définie comme la manifestation de la volonté des collectivités locales de différents Etats d'établir des relations durables entre elles, allant du simple jumelage jusqu'à la coopération proprement dite, pour créer des rapports plus proches et plus individualisés que ceux créés par la coopération d'Etat à Etat. Les enjeux et les motivations des parties impliquées dans la coopération décentralisée (CD) sont différents, mais la réciprocité des intérêts reste toujours un principe de base pour leurs actions.

L'approche empirique fondée sur l'étude de cas de la coopération décentralisée entre la ville de Port-sur-Saône, France et la ville de Cahul, Moldavie, réalisée en 2006 (Turcan, 2007 : 64-85), permet de faire quelques constats qui seront évoqués plus bas.

### **2.1. Ouverture vers l'extérieur**

Sans prétendre faire un classement dans l'ordre des priorités, le premier enjeu de la CD serait l'ouverture vers l'extérieur. L'idée première de la part des initiateurs de la CD, c'est l'ouverture vers les autres et l'accueil des autres chez eux.

Le facteur déclenchant de la coopération entre les collectivités, c'est aussi le facteur humain : de bonnes relations humaines ont été établies dès le premier voyage en Moldavie où il n'y a pas eu de difficultés linguistiques.

D'ailleurs, la volonté de départ de la partie française, qui relève plutôt du domaine culturel, change après qu'elle a identifié les besoins (éducatifs, humanitaires) sur le terrain et pris connaissance de la conjoncture politique moldave. C'est ainsi que sont nés les projets qui correspondent en quelque sorte aux projets mis en place par l'Ambassade de France en Moldavie - « support pour l'enseignement de la langue française dans les écoles, promotion de la langue française » (Pierre Andrieu, Ambassadeur de France en Moldavie).

Ainsi, l'ouverture des collectivités françaises vers les collectivités moldaves crée l'opportunité pour le soutien à l'enseignement du français dans la région où il occupe encore une place importante et nécessite des moyens pour son renforcement.

**Soutien à l'enseignement du français.** Après les visites des écoles, des lycées, de l'université, des associations concernées par l'enseignement et la promotion du

---

9 Déclaration de Québec, 17-19 octobre 2008,  
[http://www.francophoniequebec2008.qc.ca/fr/pdf/declaration\\_quebec.pdf](http://www.francophoniequebec2008.qc.ca/fr/pdf/declaration_quebec.pdf)

français, ainsi que les discussions avec les élèves, les professeurs et l'administration, la délégation française a fait quelques constats. Par la suite, de nombreuses actions, comme le don de livres en français (neuf milles exemplaires), des conférences et des tables rondes en français sur des sujets d'actualité, des séminaires pour les professeurs de français, ont été mis en place par la partie française dans la région du sud de la Moldavie dans le cadre d'un accord de coopération entre la Mairie de Cahul, la Communauté de Communes « La Saône Jolie » et la Mairie de Port-sur-Saône, signé en 2005. (Turcan, 2007 : 75)

Dans ce contexte, il est important de souligner que professeurs, élèves moldaves ou autres locuteurs francophones de Moldavie ont toujours besoin d'améliorer ou de renforcer leurs compétences en français et la CD crée cette possibilité. Parler en français avec les Français permet de surmonter la barrière linguistique créée par le contexte naturel de la communication. Outre l'aisance linguistique acquise par les francophones (moldaves), la langue devient un outil d'échanges d'idées, de réflexion sur les sujets en question, car, « la société, la culture ne sont pas présentes à côté de la langue, mais présentes dans la langue » (Christian Baylon, 2005 : 31-32).

Langue de communication et langue au cœur des actions de la CD, le français devient outil et but en même temps : la coopération se fait par le biais de la langue et pour la langue française.

## 2.2. Rapprochement avec la communauté européenne

Un autre enjeu de la CD franco-moldave, c'est le rapprochement avec la communauté européenne. En effet, il s'agit de la prise de conscience par les élus français du phénomène de la construction européenne, et de leur désir d'influer sur son cours plutôt que de le subir. Les élus des collectivités locales françaises expriment un réel souhait d'aller au-devant de cultures, de partenaires qu'ils ne connaissent pas, qui un jour seront des partenaires européens. C'est une façon de les accueillir à l'avance dans la communauté européenne.

La coopération entre les collectivités locales moldaves et françaises représente, d'une certaine façon, la préparation, à partir du niveau *local*, pour l'intégration de la Moldavie dans la grande famille européenne. Ainsi, la rencontre de partenaires de même profil (élus, élèves, enseignants et autres), le défi de la communication avec ses échecs et ses réussites, ainsi que le dépassement des barrières culturelles et des stéréotypes font des visites mutuelles l'outil privilégié du rapprochement linguistique, culturel et humain. La coopération se propose d'aller plus loin, notamment vers la formation « des partenaires économiques, sociaux (...) » qui feront partie, dans l'avenir, de la communauté européenne (Turcan, 2007 : 141).

En effet, nos travaux confirment les constats faits par Michel HUNAUT, député de Loire-Atlantique (2003 : 32-38), dans le rapport sur la CD et le processus d'élargissement de l'Union européenne. Nous insistons sur deux moments-clés de ce bilan de la CD entre les collectivités françaises et celles des pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO), dont la Moldavie : « 1) *L'enracinement de la citoyenneté européenne*. Les actions de coopération permettent de véritables échanges d'idées, d'expériences sur lesquels se construit peu à peu un sentiment d'appartenance à une citoyenneté

européenne fondée sur des valeurs communes ; 2) *L'accompagnement à l'intégration dans l'Union européenne*. A la demande de savoir-faire des pays d'Europe centrale et orientale afin d'améliorer le fonctionnement de leur société, les collectivités territoriales françaises ont su répondre en jouant un rôle d'accompagnateur dans les réformes relatives à la formation des élus et des cadres de l'administration territoriale. »

### 3. Promotion de la francophonie par la coopération décentralisée

Nous avons retenu le même rapport, indiqué ci-dessus, pour montrer le croisement des références à la « coopération décentralisée » et à la « francophonie » : « Un objectif important que la France se propose d'atteindre, c'est de « veiller à utiliser le potentiel offert par la coopération décentralisée pour promouvoir la francophonie » : « La coopération décentralisée renforce la place de la langue française dans l'Europe centrale et orientale, ce qui contribue à l'objectif fondamental de défense du français et de défense du plurilinguisme dans l'Europe élargie. (...). Il convient de démontrer que la langue française est aussi celle des partenaires possibles de coopération (...). La coopération décentralisée doit devenir un des vecteurs de la politique de défense de la francophonie. » (*ibidem* : 50)

D'après ce discours politique, la CD constituerait le vecteur, l'outil, l'appui pour la promotion du français.

*Alors, pourquoi la coopération décentralisée pour promouvoir le français?*

Les acteurs locaux de la francophonie, impliqués pour certains depuis une dizaine d'années dans la CD, révèlent leurs propres impressions (Turcan, 2007 : 83-84) :

1) « On prend facilement des contacts avec des villes à l'étranger, et après des visites, des échanges, on réfléchit ensemble et on met en place d'autres actions petit à petit (...). » (Noël Carmantrand, adjoint au maire de Port-sur-Saône) ; 2) « (...) On a vu que ça produisait de bons fruits et c'est un concept que tous les élus ont bien senti. » (Gérard Sebille, président de « Culture et Loisirs », association culturelle de Port-sur-Saône) ; 3) « La décentralisation permet à un maire, à un président du Conseil général, de s'adresser directement à son collègue maire ou président du Conseil général d'un état donné et quand ils interviennent, ça va directement à l'objectif fixé par le donateur et souhaité par le demandeur (...). » (Blon Blaise, responsable de la coopération entre la région de MAN, Côte d'Ivoire et Port-sur-Saône, France ; Vice-président de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie, section Côte d'Ivoire) ; 4) « (...) La coopération décentralisée est un facteur important dans le développement des relations entre les communautés et dans la promotion réciproque des valeurs culturelles et linguistiques. » (Nicolae Dandis, professeur d'administration publique à l'Université d'Etat de Cahul, conseiller municipal, Cahul).

Les éléments mentionnés ci-dessus par les acteurs de la CD, comme le contact plus facile et direct avec les partenaires à l'étranger, la réalisation des objectifs fixés, la promotion des valeurs culturelles et linguistiques, représentent des atouts de la CD. Sans nul doute, c'est sur la capacité de **mise en relation** que repose l'avenir de la CD et la francophonie doit en profiter pour sa promotion.

Dans le cadre des relations bilatérales, parmi les domaines multiples qu'elle peut recouvrir (culturel, économique, politique), la coopération décentralisée entre les collectivités françaises et les collectivités moldaves offre un appui à la promotion de la francophonie, crée des opportunités pour le renforcement du français (Cf. point 2.1).

### **3.1. Impératif : le renforcement de la coopération décentralisée**

Selon le président du Parlement de la République de Moldova, Marian Lupu, « la coopération décentralisée nourrit et enrichit nos relations bilatérales, car les collectivités territoriales nous apportent un message fort et lisible, celui de la démocratie et de la proximité, de l'écoute du citoyen, celui de la liberté. C'est pourquoi la République de Moldavie aspire non seulement à maintenir un dialogue politique compétent avec la République française, mais aussi à stimuler la coopération des milieux d'affaires et culturels de nos pays »<sup>10</sup>. La volonté politique moldave est orientée vers l'encouragement de la CD franco-moldave, mais il faudrait la traduire en actions concrètes qui, actuellement, sont très peu nombreuses.

L'exemple de 225 coopérations entre les collectivités françaises et roumaines est utile pour la Moldavie où il n'y a que 7 collectivités françaises qui ont une coopération avec les collectivités moldaves dans des domaines comme l'éducation, la culture, l'agriculture, l'économie, etc.<sup>11</sup> D'autres sources disponibles en ligne indiquent que les villes les plus importantes (en nombre d'habitants) de la Moldavie ont des relations de coopération ou de jumelage avec des villes françaises : Grenoble – CHISINAU, jumelage établi en 1977 et relancé en juillet 2007 ; Port-sur Saône – CAHUL<sup>12</sup>, coopération depuis 2005 ; Grand Lyon – BALTI, coopération depuis 2005.

Ces cas de CD touchent plusieurs domaines et ont une incidence, voire une importance pour le renforcement de la place du français, comme le montre l'exemple de la coopération entre Cahul, Port-sur-Saône et la Communauté de Communes « La Saône Jolie », mis en exergue pour son influence sur la francophonie dans la région et sur les acteurs locaux de la francophonie qui se rapprochent de plus en plus et se mobilisent pour agir en réseau et être plus efficaces.

Même si nos recherches montrent que le nombre des projets de CD franco-moldave est plus grand que celui indiqué dans la base de données du Ministère des Affaires étrangères et européennes de la République française, le renforcement de la CD comme outil et vecteur de promotion de la francophonie en Moldavie devient impératif.

Le développement - et potentiellement la survie - de la francophonie en Moldavie dépend de la multiplication d'initiatives dans cette direction.

### **3.2. L'enjeu majeur de la promotion de la francophonie par la CD en Moldavie.**

La promotion de la langue française par la CD va au-delà de ses dimensions

10 <http://www.parlament.md/news/07.07.2007/> (c'est nous qui traduisons)

11 Source : Base de données sur les coopérations décentralisées du Ministère des Affaires étrangères et européennes de la République française (actualisées en 2005). <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/cncd/consult/ListeZPasp>

12 <http://www.ambafrance.md/spip.php?article462>

linguistiques. La langue française, langue des partenariats de la CD, contribue à faire naître une solidarité entre les territoires et à construire une Europe plus proche de la vie des citoyens.

Actuellement, l'enjeu majeur de la promotion de la francophonie par la coopération décentralisée en Moldavie est la préparation évidente au rapprochement avec la communauté européenne en vue d'une intégration dans l'Union Européenne. Le rôle du français en Moldavie relève d'une valeur symbolique dans la mesure où les acteurs de la francophonie se proposent d'adopter une stratégie francophone afin de rapprocher le pays de l'Union Européenne.

En effet, la France soutient la Moldavie dans cette stratégie francophone, notamment par les actions de l'Ambassade de France en Moldavie dans le domaine de la coopération linguistique et de la promotion du français qui visent le français en tant que langue de développement et de rapprochement avec l'UE : « En Moldavie, l'apprentissage du français participe également au rapprochement de ce pays à l'Union Européenne. »<sup>13</sup> Ainsi, le fonds nommé « Fonds d'Intervention Pédagogique » a été réservé pour financer ou co-financer des actions de formation linguistiques à destination des fonctionnaires et des autres publics en charge de dossiers européens dans les pays bénéficiaires ainsi que dans ceux du voisinage, dont la Moldavie. Jusqu'alors ouvert aux seuls pays membres de l'UE ou à ceux en voie d'adhésion, ce dispositif s'ouvre à la Moldavie qui devient, depuis octobre 2008, le premier pays du voisinage à rejoindre le « Plan pluriannuel d'action pour le français en Europe ». Le dispositif est mis en place dans un contexte où la Moldavie a renforcé son engagement européen.

Cet exemple montre que la langue française occupe une place importante en Moldavie, dans le cadre des enjeux politiques du développement, de la solidarité, d'accompagnement du processus d'intégration du pays dans la communauté européenne. D'ailleurs, la fonction symbolique du français dans la région ne se présente pas tout à fait en lien avec la place qu'elle occupe/-ra en Europe, vu le contexte historique, politique et économique particulier moldave.

Si la francophonie peut être mise au service des réformes politiques et économiques que doit entreprendre la Moldavie pour se rapprocher de l'UE, il reste à observer comment sera mise en place cette stratégie francophone, quels sont les enjeux, notamment culturels, mais aussi politiques, du français et de la francophonie en Moldavie et comment des mesures seront mises en place à travers les différents champs (éducatif, médias).

En effet, la Moldavie reste un pays où la francophonie évolue grâce à des acteurs dynamiques (les institutions d'enseignement, le Service de Coopération et d'Action culturelle de l'Ambassade de France en Moldavie, l'Alliance Française de Moldavie et son réseau d'antennes en province, l'Association des Professeurs de Français de Moldavie, etc.) et, notamment, des personnes en place qui donnent les impulsions et créent des liens entre les institutions qu'elles représentent.

Pourtant, notre expérience nous montre que le réseau<sup>14</sup> des acteurs de la franco-

---

13 Article publié sur le site de l'Ambassade de France en Moldavie, <http://www.ambafrance.md/spip.php?article583>

14 Nous reprenons l'affirmation d'Anna Krasteva, « Une spécificité importante des acteurs locaux de la francophonie est leur fonctionnement en réseau », examinée dans le contexte moldave



phonie en Moldavie nécessiterait une évaluation de la situation actuelle (points forts, points faibles, risques, opportunités) et, pour une meilleure dynamique, l'élaboration d'un cadre stratégique de longue durée pour la francophonie en Moldavie avec **une relance et une multiplication d'initiatives d'actions de coopération décentralisée**.

Enfin, la coopération décentralisée représente un atout majeur pour la francophonie en Moldavie, si on affiche une volonté de la laisser au cœur de celle-ci une fois que des orientations nouvelles s'ajoutent.

#### Ouvrages consultés et/ou cités

- BAYLON, Christian. *Sociolinguistique. Société, langue et discours*. Paris 2005. Nathan. pp.31-32
- BRINZA, Eugenia. « L'état du français dans la République de Moldavie », in *Situation du français et politiques linguistiques et éducatives*. Sofia 2004, pp. 53-57
- DENIAU, Xavier. *La francophonie*, Paris 1998 (4<sup>ème</sup> édition corrigée), PUF, (coll. Que sais-je?)
- GUTU, Ion. « Aspects historiques de la francophonie moldave », in *Actes du Colloque international « Francopolyphonie comme vecteur de la communication »*, Chisinau 2006, pp. 36 – 40
- En ligne : [http://www.moldavie.fr/article.php3?id\\_article=665](http://www.moldavie.fr/article.php3?id_article=665) (texte reproduit sur le portail francophone)
- GUTU, Ion. « La francophonie moldave après 1991 », in *Actes du Colloque international « Francopolyphonie: Langues et Identités »*, Chisinau 2007, p. 75.
- En ligne : [http://st.ulim.md/download/icfi/publicatii/francopolyphonie2/ion\\_gutu72.pdf](http://st.ulim.md/download/icfi/publicatii/francopolyphonie2/ion_gutu72.pdf)
- HUNAU, Michel. *Rapport sur la coopération décentralisée et le processus d'élargissement de l'Union européenne*, Ministère des affaires européennes, Paris 2003.
- En ligne : <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/034000651/0000.pdf>, pp. 32-38 (Paris, 2003)
- KRASTEVA, Anna. « Francophonie et démocratisation post-communiste en Bulgarie », in *Francophonie et démocratisation postcommuniste en Bulgarie*, Revue Culture Europe International, « Europe et Francophonie », n°47, automne 2006, p.17
- PARMENTIER, Florent. *La Moldavie à la croisée des chemins*, Paris 2003, Editoo
- ROBILLARD, Didier de et BENIAMINO, Michel (dir.). *Le français dans l'espace francophone*, (Tome 1), Paris 1993, Champion
- TRUCHOT, Claude. « « L'espace externe » du français en Europe » in *Cahiers du CIEP, Français de l'avenir et l'avenir du français*, Paris 2000, Didier, pp.71-80
- TURCAN, Olga. *La promotion de la francophonie par la coopération décentralisée franco-moldave*, Travail d'études et de recherche sous la direction de Dominique HUCK, Strasbourg 2007
- WOLTON, Dominique. *Demain la francophonie*, Paris 2006, Flammarion

### Sitographie

**Ambassade de France en Moldavie :**

<http://www.ambafrance.md/spip.php?article583> [http://www.ambafrance.md/article.php3?id\\_article=672](http://www.ambafrance.md/article.php3?id_article=672)

<http://www.ambafrance.md/spip.php?article462>

**XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, ville de Québec, 17-19 octobre 2008 :**

[http://www.francophoniequebec2008.qc.ca/fr/pdf/declaration\\_quebec.pdf](http://www.francophoniequebec2008.qc.ca/fr/pdf/declaration_quebec.pdf)

[http://www.francophoniequebec2008.qc.ca/fr/pdf/resolutions\\_quebec.pdf](http://www.francophoniequebec2008.qc.ca/fr/pdf/resolutions_quebec.pdf)

**Ministère des Affaires étrangères et européennes de la République française** <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/cncd/consult/ListeZP.asp>

**mondesfrancophones.com – Revue mondiale des francophonies**

<http://www.mondesfrancophones.com/espaces/Creolisations/articles/francopolyphonie>

**Organisation Internationale de la Francophonie :**

<http://www.francophonie.org/oif/membres.cfm>

**Parlement de la République de Moldavie :**

<http://www.parlament.md/news/07.07.2007>

**Portail francophone de la Moldavie :**

[http://www.moldavie.fr/article.php3?id\\_article=659](http://www.moldavie.fr/article.php3?id_article=659)

[http://www.moldavie.fr/article.php3?id\\_article=665](http://www.moldavie.fr/article.php3?id_article=665)